

# L'activité des femmes sur le marché du travail et les ralentissements économiques

Yuqian Lu et René Morissette

Depuis les quarante dernières années, l'augmentation de l'activité des femmes est l'un des changements les plus marquants en ce qui concerne le marché du travail canadien. En 1976, 47 % des femmes mariées ou vivant en union libre, âgées de 20 à 64 ans, étaient actives sur le marché du travail. En 2009, le pourcentage correspondant avait atteint 76 % (graphique A).

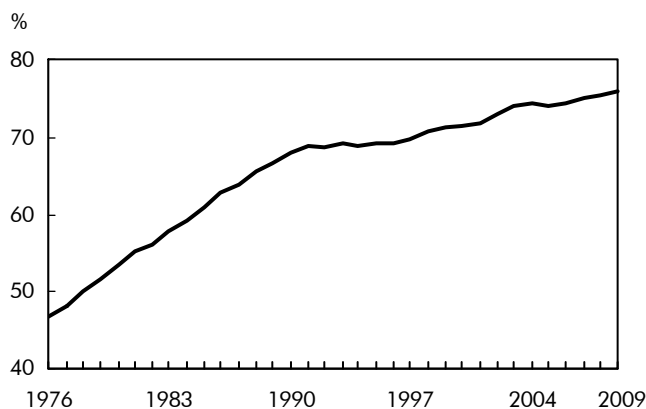
L'augmentation de l'activité des femmes mariées ou vivant en union libre sur le marché du travail est survenue durant une période également marquée par une proportion croissante d'hommes et de femmes seuls. Elle a mené à une hausse bien documentée du nombre

## Source des données et définitions

L'**Enquête sur la population active (EPA)** sert à étudier les tendances de l'activité des femmes mariées parmi les couples où l'époux est en chômage ou perd son emploi en raison d'une mise à pied. Les données sur les couples sont fondées sur un échantillon de couples mariés ou vivant en union libre où l'époux est âgé de 20 à 64 ans. L'unité de mesure est le nombre total d'heures effectivement travaillées au cours d'une semaine donnée.

En raison de la modification des questions de l'EPA portant sur la scolarité de 1989 à 1990, les catégories comparables des **personnes ayant un grade universitaire ou sans grade universitaire** sont utilisées aux fins de l'analyse des tendances durant la période de 1976 à 2009. Pour simplifier, on emploie le terme « époux » (« épouse ») pour désigner un homme (une femme) marié ou vivant en union libre.

**Graphique A Taux d'activité des femmes mariées âgées de 20 à 64 ans**



Note : Inclut les femmes légalement mariées et les femmes en union libre.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

de couples comptant deux soutiens (Marshall, 2009) et a aidé les familles à composer avec les pressions à la baisse sur les salaires de certains travailleurs de sexe masculin au cours des années 1980 (Morissette et Hou, 2008). Toutefois, les effets sur la capacité des familles canadiennes à gérer la perte d'un emploi en période de ralentissement économique ont reçu relativement peu d'attention.

S'appuyant sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA), le présent document se penche sur l'évolution du taux d'emploi et du nombre d'heures travaillées chez les femmes dont le conjoint a perdu son emploi au cours des trois derniers replis du marché du travail, soit de 1981 à 1983, de 1990 à 1992 et de 2008 à 2009.

Yuqian Lu et René Morissette sont au service de la Division de l'analyse sociale. On peut joindre Yuqian Lu au 613-951-3833 et René Morissette au 613-951-3608, ou l'un ou l'autre à [perspective@statcan.gc.ca](mailto:perspective@statcan.gc.ca).

**Tableau 1 Situation d'activité des couples**

	1976 à 1977	1981 à 1983	1990 à 1992	2008 à 2009
<b>Couples où l'époux est en chômage</b> (milliers)	170	302	349	284
% comptant une épouse occupée	39,4	47,2	56,1	67,6
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,6	30,9	31,2	30,8
Heures hebdomadaires des couples	12,4	14,6	17,5	20,8
<b>Couples où l'époux est occupé</b> (milliers)	4 062	4 219	4 486	5 096
Heures hebdomadaires de l'époux	39,3	38,9	39,7	38,4
% comptant une épouse occupée	45,7	54,9	68,9	77,6
Heures hebdomadaires des épouses occupées	29,4	29,0	29,9	29,6
Heures hebdomadaires des couples	52,7	54,9	60,3	61,4
<b>Couples où l'époux est inactif</b> (milliers)	295	366	558	674
% comptant une épouse occupée	29,1	31,0	36,5	50,0
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,2	29,9	29,7	29,5
Heures hebdomadaires des couples	9,1	9,3	10,8	14,8

Note : Inclut les couples légalement mariés et les couples en union libre où l'époux est âgé de 20 à 64 ans.  
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

## Replis du marché du travail

Entre 1976 et 2009, les épouses des hommes en chômage étaient de plus en plus actives sur le marché du travail. Pendant le repli de 1981 à 1983, un peu moins de la moitié (47 %) des époux en chômage avaient une épouse qui travaillait (tableau 1). Cette proportion est passée à 56 % puis à 68 % au cours des deux ralentissements économiques suivants. Ainsi, sur 10 époux en chômage, près de 7 d'entre eux avaient une épouse qui travaillait lors du dernier ralentissement,

comparativement à 1 sur 2 au début des années 1980. Lors de ces deux périodes, les épouses de ces hommes en chômage travaillaient en moyenne environ 30 heures par semaine<sup>1</sup>.

L'augmentation de l'activité des épouses sur le marché du travail a été observée chez les époux en chômage de tous les groupes d'âge et niveaux de scolarité, mais variait quelque peu en fonction de ces caractéristiques. Entre deux ralentissements (de 1981 à 1983 et de 2008 à 2009), le taux d'emploi des épouses a grimpé d'au moins

25 points de pourcentage chez les couples où l'époux était en chômage et âgé de 45 à 64 ans (tableau 2). Une croissance moins forte des taux d'emploi des épouses a été constatée parmi les couples où l'époux était plus jeune. Les taux d'activité des épouses ont augmenté davantage chez les couples où l'époux n'avait pas de grade universitaire que chez ceux où il en avait un.

Puisque les époux en chômage peuvent être sans emploi pour diverses raisons — par exemple, à cause d'une démission, d'un renvoi justifié ou d'une mise à pied —, ces

**Tableau 2 Situation d'activité des couples où l'époux est en chômage**

	1976 à 1977	1981 à 1983	1990 à 1992	2008 à 2009
<b>Époux âgés de 20 à 34 ans</b> (milliers)	74	136	136	64
% comptant une épouse occupée	43,2	50,3	58,1	67,6
Heures hebdomadaires des épouses occupées	32,1	31,1	31,2	28,4
Heures hebdomadaires des couples	13,9	15,6	18,1	19,2
<b>Époux âgés de 35 à 44 ans</b> (milliers)	39	74	101	77
% comptant une épouse occupée	40,1	49,6	57,9	68,2
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,1	31,0	31,4	30,4
Heures hebdomadaires des couples	12,5	15,4	18,2	20,8
<b>Époux âgés de 45 à 54 ans</b> (milliers)	33	53	68	85
% comptant une épouse occupée	37,2	45,3	57,6	71,8
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,6	31,1	31,5	32,4
Heures hebdomadaires des couples	11,8	14,1	18,1	23,3
<b>Époux âgés de 55 à 64 ans</b> (milliers)	24	40	43	58
% comptant une épouse occupée	29,4	35,0	43,6	60,4
Heures hebdomadaires des épouses occupées	30,2	29,7	30,1	31,3
Heures hebdomadaires des couples	8,9	10,4	13,1	18,9
<b>Époux sans grade universitaire</b> (milliers)	162	285	322	230
% comptant une épouse occupée	38,6	46,5	55,6	68,1
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,5	30,8	31,0	30,7
Heures hebdomadaires des couples	12,2	14,3	17,3	20,9
<b>Époux ayant un grade universitaire</b> (milliers)	8	17	27	54
% comptant une épouse occupée	54,6	59,7	62,4	65,2
Heures hebdomadaires des épouses occupées	32,7	32,2	32,8	30,9
Heures hebdomadaires des couples	17,8	19,3	20,5	20,1

Note : Inclut les couples légalement mariés et les couples en union libre.  
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

chiffres laissent entendre qu'en cas de perte d'emploi, ils sont de plus en plus nombreux à pouvoir compter sur les gains générés par le travail de leur épouse.

### Regard sur les mises à pied

Les conséquences d'un choc économique inattendu comme la perte d'un emploi sont mieux étudiées lorsque l'accent est mis sur les époux qui sont en chômage en raison d'une mise à pied (tableau 3)<sup>2</sup>. Au cours du ralentissement économique de 1981 à 1983, 49 % des époux qui étaient en chômage à la suite d'une perte d'emploi avaient une conjointe qui occupait un emploi, comparativement à 71 % lors du ralentissement de 2008 à 2009. Si l'on ajoute à cela le fait que les épouses travaillaient en moyenne environ 30 heures par semaine au cours des trois derniers ralentissements, le résultat final est que les couples où l'époux a perdu son emploi depuis octobre 2008 peuvent davantage atténuer les répercussions de la perte d'emploi que ceux qui vivaient la même situation au début des années 1980, grâce à la proportion croissante des épouses qui travaillent.

Cette constatation est confirmée par le fait que, durant la période la plus récente, les couples où l'époux était en chômage en raison d'une

**Tableau 3 Situation d'activité des couples où l'époux est en chômage en raison d'une mise à pied**

	1976 à 1977	1981 à 1983	1990 à 1992	2008 à 2009
<b>Époux âgés de 20 à 64 ans</b> (milliers)	116	219	248	190
% comptant une épouse occupée	39,5	48,8	58,6	70,9
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,1	30,5	31,0	30,3
Heures hebdomadaires des couples	12,3	14,9	18,2	21,5
<b>Époux âgés de 20 à 34 ans</b> (milliers)	51	102	100	42
% comptant une épouse occupée	42,3	51,8	60,8	73,1
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,4	30,6	30,8	28,0
Heures hebdomadaires des couples	13,3	15,9	18,7	20,5
<b>Époux âgés de 35 à 44 ans</b> (milliers)	27	55	73	53
% comptant une épouse occupée	40,9	50,9	60,5	73,0
Heures hebdomadaires des épouses occupées	30,4	30,9	31,2	29,6
Heures hebdomadaires des couples	12,4	15,8	18,9	21,6
<b>Époux âgés de 45 à 54 ans</b> (milliers)	23	38	47	59
% comptant une épouse occupée	37,6	46,5	59,5	74,3
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,6	30,3	31,3	32,2
Heures hebdomadaires des couples	11,9	14,1	18,7	23,9
<b>Époux âgés de 55 à 64 ans</b> (milliers)	14	25	27	37
% comptant une épouse occupée	29,9	35,1	44,3	60,0
Heures hebdomadaires des épouses occupées	29,9	29,3	30,5	31,1
Heures hebdomadaires des couples	9,0	10,3	13,5	18,7
<b>Époux sans grade universitaire</b> (milliers)	112	209	232	161
% comptant une épouse occupée	39,0	48,1	58,1	70,8
Heures hebdomadaires des épouses occupées	31,1	30,5	30,9	30,5
Heures hebdomadaires des couples	12,1	14,6	17,9	21,6
<b>Époux ayant un grade universitaire</b> (milliers)	4	10	15	29
% comptant une épouse occupée	54,5	63,4	66,0	71,3
Heures hebdomadaires des épouses occupées	29,7	31,9	32,9	29,6
Heures hebdomadaires des couples	16,2	20,2	21,7	21,1

Note : Inclut les couples légalement mariés et les couples en union libre.  
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

mise à pied affichaient, en moyenne, sept heures de travail hebdomadaires de plus que les couples de même profil au début des années 1980. Lorsqu'elle se produisait, cette augmentation du nombre d'heures de travail des couples (s'expliquant par la hausse des taux d'emploi des épouses) était plus marquée parmi ceux où l'époux était âgé de 45 à 64 ans ou sans grade universitaire.

Puisque ces données renvoient seulement aux taux d'emploi et au nombre d'heures de travail des femmes dont les époux ont perdu leur emploi, il est important de savoir si les gains annuels de ces épouses ont réellement augmenté depuis le début des années 1980. Les données du recensement indiquent que c'est effectivement le cas. Plus susceptibles d'occuper un emploi et de travailler un plus grand nombre de semaines que leurs homologues le faisaient auparavant, les femmes dont les époux étaient en chômage ont vu leurs gains augmenter considérablement depuis le début des années 1980, passant en moyenne de 10 690 \$ en 1981 à 18 550 \$ en 2006 (tableau 4). Ces données laissent entendre que les femmes dont les époux étaient en chômage en raison d'une mise à pied ont connu une nette progression de leurs gains<sup>3</sup>.

### Personnes seules et parents seuls

Bien que l'augmentation des taux d'emploi des épouses ait permis d'améliorer la capacité des couples à faire face à la perte d'emploi de l'époux, cette hausse de l'activité sur

**Tableau 4 Gains et semaines travaillées chez les épouses dont le conjoint est en chômage**

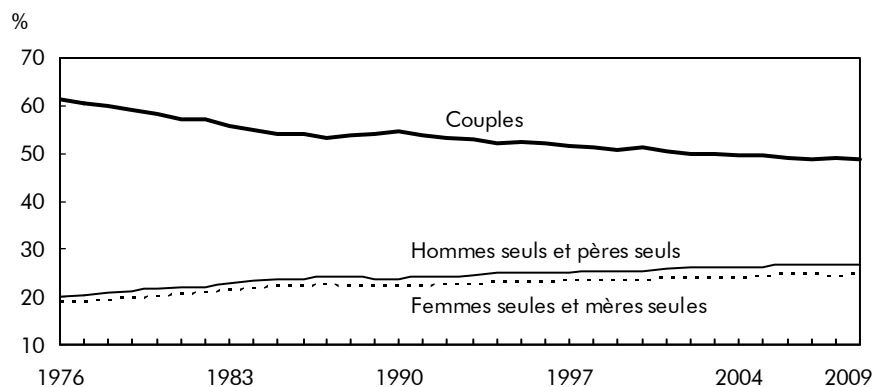
	1981	1986	1991	1996	2001	2006
Gains moyens (\$ de 2005)	10 690	11 560	14 460	13 260	16 280	18 550
Nombre moyen de semaines travaillées	20	22	26	24	28	29
% ayant un nombre positif de semaines	57	60	70	63	69	72
Gains moyens des épouses qui travaillent (\$ de 2005)	18 570	19 040	20 470	20 550	23 150	25 170
Nombre moyen de semaines des épouses qui travaillent	35	36	38	38	40	41

Note : Le conjoint est âgé de 20 à 64 ans et en chômage durant la semaine de référence du recensement. Les gains et les semaines travaillées se rapportent à l'année précédant l'année de référence. Inclut les couples légalement mariés et les couples en union libre.

Source : Statistique Canada, Recensement de la population.

le marché du travail est survenue durant une période marquée par le recul soutenu du nombre relatif de couples<sup>4</sup>. En 2009, les couples représentaient 49 % des unités familiales (couples, personnes seules et parents seuls) dirigées par des personnes âgées de 20 à 64 ans, ce qui représente plus de 10 points de

pourcentage de moins que les 61 % observés en 1976 (graphique B). Par ailleurs, la population en chômage a changé de visage : d'abord composée de personnes mariées ou vivant en union libre, elle est désormais davantage constituée de personnes qui n'ont pas de partenaire pouvant fournir un autre revenu

**Graphique B Composition de la famille chez les personnes âgées de 20 à 64 ans**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

d'emploi en période de chômage. Durant le ralentissement de 1981 à 1983, 59 % des personnes en chômage étaient mariées ou vivaient en union libre. Cette proportion a fléchi à 53 % au cours de la période de 2008 à 2009 (tableau 5).

En conclusion, le risque d'un manque temporaire de revenu d'emploi chez les couples à la suite de la perte d'emploi de l'époux a reculé de façon marquée depuis 1976<sup>5</sup>. Cette amélioration importante de la sécurité économique des couples a coïncidé avec une hausse de la proportion de personnes seules ou de parents seuls qui, en cas de perte d'emploi, ne pouvaient compter sur le soutien financier d'un second adulte gagnant un revenu<sup>6</sup>.

#### Perspective

#### Notes

1. La hausse du taux d'emploi des épouses a aussi été observée parmi les couples où l'époux occupait un emploi ou était inactif.
2. Ces renseignements sont disponibles pour les époux en chômage ayant occupé un emploi durant une période donnée au cours des 12 mois précédant l'interview aux fins de l'EPA.
3. Les données du recensement permettent de déterminer les époux en chômage, mais non ceux qui le sont en raison d'une mise à pied.
4. Bien que les épouses qui travaillent compensent de plus en plus la perte d'emploi de leur conjoint, des pertes d'emploi permanentes entraînent souvent des pertes de gains importantes et persistantes, en particulier parmi les travailleurs ayant le plus d'ancienneté (Jacobson, Lalonde et Sullivan, 1993; Morissette, Zhang et Frenette, 2007).

**Tableau 5 Composition de la population en chômage âgée de 20 à 64 ans**

	1976 à 1977	1981 à 1983	1990 à 1992	2008 à 2009
	%			
<b>Personnes en chômage</b>	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes mariés	31,6	32,2	30,6	28,8
Femmes mariées	31,1	27,0	27,6	24,1
Personnes non mariées et personnes seules	37,3	40,8	41,8	47,1
<b>Personnes en chômage en raison d'une mise à pied</b>	100,0	100,0	100,0	100,0
Hommes mariés	39,2	39,0	36,2	34,2
Femmes mariées	24,0	21,8	24,0	21,2
Personnes non mariées et personnes seules	36,8	39,2	39,9	44,6

Note : Inclut les couples légalement mariés et les couples en union libre.  
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

- En outre, en raison de la baisse du taux de fécondité au Canada, qui est passé de 2,3 en 1970 (Drolet, 2003) à 1,6 en 2006 (Crompton et Keown, 2009), les membres des familles sont maintenant moins nombreux à se partager les ressources économiques des couples qu'auparavant.
- Les données présentées dans cet article sont transversales, et ne peuvent donc pas être utilisées pour quantifier dans quelle mesure la perte d'emploi des époux entraîne une offre accrue de main-d'œuvre chez les épouses. Stephens (2002) ainsi que Morissette et Ostrovsky (2008), utilisant respectivement des données américaines et canadiennes, ont constaté que certains groupes d'épouses augmentent leur nombre d'heures de travail ou leurs gains à la suite de la perte d'emploi de leur époux. Elles compensent ainsi entre 20 % et 30 % des pertes de gains de ces derniers.

#### ■ Documents consultés

CROMPTON, Susan, et Leslie-Anne KEOWN. 2009. « Les prestations parentales influencent-elles les décisions en matière de fécondité? », *Tendances sociales canadiennes*, n° 88, octobre, n° 11-008-X au catalogue de Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2009002/article/10919-fra.htm> (consulté le 13 mai 2010).

DROLET, Marie. 2003. « Maternité et rémunération », *Tendances sociales canadiennes*, n° 68, printemps, n° 11-008-X au catalogue de Statistique Canada, p. 22 à 24, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2002004/article/6498-fra.pdf> (consulté le 13 mai 2010).

JACOBSON, Louis S., Robert J. LALONDE et Daniel G. SULLIVAN. 1993. « Earnings losses of displaced workers », *American Economic Review*, vol. 83, n° 4, septembre, p. 685 à 709, <http://www.jstor.org/stable/pdfplus/2117574.pdf> (consulté le 13 mai 2010).

MARSHALL, Katherine. 2009. « La semaine de travail de la famille », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 10, n° 4, avril, n° 75-001-X au catalogue de Statistique Canada, p. 5 à 15, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2009104/pdf/10837-fra.pdf> (consulté le 13 mai 2010).

MORISSETTE, René, et Feng HOU. 2008. « Does the labour supply of wives respond to husbands' wages? Canadian evidence from micro data and grouped data », *Revue canadienne d'économie*, vol. 41, n° 4, p. 1185 à 1210.

MORISSETTE, René, et Yuri OSTROVSKY. 2008. *Comment les familles et les personnes seules réagissent-elles aux licenciements? Un éclairage canadien*, n° 11F0019MIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 38 p., « Direction des études analytiques : documents de recherche », n° 304, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2008304-fra.pdf> (consulté le 30 avril 2010).

MORISSETTE, René, Xuelin ZHANG et Marc FRENETTE. 2007. *Les pertes de gains des travailleurs déplacés : données canadiennes extraites d'une importante base de données sur les fermetures d'entreprises et les licenciements collectifs*, n° 11F0019MIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 42 p., « Direction des études analytiques : documents de recherche », n° 291, <http://www.statcan.gc.ca/pub/11f0019m/11f0019m2007291-fra.pdf> (consulté le 30 avril 2010).

STEPHENS, Melvin, Jr. 2002. « Worker displacement and the added worker effect », *Journal of Labor Economics*, vol. 20, n° 3, p. 504 à 537, <http://www.journals.uchicago.edu/doi/pdf/10.1086/339615> (consulté le 13 mai 2010).